

COMMISSION PERMANENTE DU 1^{er} AVRIL 2021**Rapports n° CP 2021-C12****CRÉATION D'UN FONDS COVID 2021 POUR LES EPLE****Texte de l'amendement :**

L'article suivant est ajouté :

“La région Ile-de-France, prenant ses responsabilités et agissant pour la protection des Franciliennes et des Franciliens face à la troisième vague épidémique, décide de fermer l'ensemble des lycées franciliens.

Elle se met en relation avec les Présidentes et Présidents des huit départements franciliens et les maires d'Ile-de-France afin de coordonner la fermeture de l'ensemble des établissements scolaires en Ile-de-France.”

Exposé des motifs :**EN RESPONSABILITÉ, FERMER LES LYCÉES POUR FREINER L'ÉPIDÉMIE**

L'Ile-de-France est au cœur de la troisième vague épidémique. Le taux d'incidence est désormais au-delà de 640 cas positifs pour 100 000 habitants avec une hausse de 17 % dans la dernière semaine. Les départements de Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont des taux qui approchent des 800. Le variant “anglais” représente désormais 80% des nouveaux cas quotidiens. Chaque jour, 140 personnes sont admises dans un service de réanimation et 1 800 lits seront occupés dans les prochains jours. Quarante directeurs médicaux de crise de l'AP-HP expliquent qu'ils seront bientôt « contraints de faire un tri des patients ». La barre des 7 000 patients hospitalisés dans notre région pour Covid 19 a été franchie dimanche 28 mars.

L'ensemble des épidémiologistes sont unanimes : si rien n'est fait pour freiner les contaminations, notre pays connaîtra une nouvelle catastrophe sanitaire avec une situation incontrôlable. L'exécutif national n'assume plus son rôle de protection de nos concitoyens. Depuis le 29 janvier, le Président de la République a fait un pari solitaire sur les vies de milliers des nôtres et la santé de dizaines de milliers de nos concitoyens. L'exécutif national déclare qu'il ne parlera que dans les 15 jours alors que chaque jour passé à ne rien faire est un nouveau jour où nous comptons nos morts.

En tant qu'élus régionaux, nous sommes lucides sur la gravité de la situation. Nous nous devons d'être responsables alors que l'Etat a failli. Le nombre de contaminations dans les établissements scolaires explose, les classes fermées se multiplient, les personnels éducatifs, les élèves et leurs familles sont en danger. Rien n'a été réellement fait pour sécuriser depuis septembre 2020. Ce déni de réalité, ce mépris institutionnel et politique placent les communautés éducatives dans une situation inextricable et les familles dans l'inquiétude. Afin d'assurer la continuité du service public d'éducation et l'accueil des élèves, nous avons, avec d'autres, fait de nombreuses propositions pour protéger les communautés éducatives (capteurs de CO2, purificateurs d'air, utilisation de locaux municipaux, recrutement de personnels supplémentaires, aménagement des salles de restauration...), aucune n'a été retenue et encore moins appliquée. Une étude de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich a mesuré l'effet plus large de la fermeture des écoles sur les cas de Covid-19 et conclue que cette mesure a entraîné une diminution du nombre de cas d'environ un cinquième. Nous pouvons freiner l'épidémie en fermant les établissements scolaires. Le temps de la fermeture devra être utilisé pour vacciner les personnels et aménager les établissements pour les sécuriser; les épreuves du baccalauréat devront être aménagées afin de ne pas pénaliser les lycéens. C'est ce que nous proposons de faire.

Céline MALAISE
Présidente de groupe

